

Burundi : révision du cadre légal pour améliorer la lutte contre la corruption

@rib news, 09/05/2011 â€“ Source XinhuaLe ministÃ¨re burundais Ã la prÃ©sidence chargÃ© de la Bonne gouvernance et de la Privatisation a prÃ©sentÃ© lundi Ã l'hÃ´tel Source du Nil de Bujumbura un projet du plan de la stratÃ©gie nationale de bonne gouvernance qui prÃ©voit entre autres la rÃ©vision du cadre lÃ©gal pour amÃ©liorer la lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques d'ici juin 2012.Ã «Ã La stratÃ©gie propose une rÃ©vision de ce cadre lÃ©gal pour permettre Ã ceux qui utilisent la loi d'Ãªtre plus Ã l'aise dans l'exÃ©cution des jugements. Une fois la rÃ©vision de ce code Ã©tablie, les dossiers vont Ãªtre traitÃ©s avec beaucoup plus de sÃ©rÃ©nitÃ©Ã », a dÃ©clarÃ© le ministre Jean Baptiste Gahimbare. La loi Ã rÃ©viser date du 18 avril 2006 et comporte certaines lacunes dont des dispositions sur le privilÃ©ge de juridiction accordÃ© aux mandataires politiques nommÃ©s par dÃ©crets prÃ©sidentiels, ce qui a toujours Ã©tÃ© dÃ©criÃ© par les organes de la sociÃ©tÃ© civile Ã l'Ã©gard de la lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques qui trouvent que ladite loi met Ã l'abri des poursuites judiciaires les mandataires qui se rendent coupables de dÃ©tournements. Pour y arriver, le gouvernement du Burundi en gÃ©nÃ©ral et le ministÃ¨re de la Bonne gouvernance et de la Privatisation ainsi que celui de la Justice en particulier, le Parlement et les autres partenaires du Burundi devront mener certaines activitÃ©s. Parmi ces activitÃ©s, il y a l'identification des bonnes pratiques tirÃ©es des lÃ©gislations internationales Ã intÃ©grer dans l'arsenal juridique burundais, l'identification et la levÃ©e de certaines lacunes, de certaines incohÃ©rences et contradictions prÃ©judiciables Ã la mise en application de cette loi de 2006 et l'identification d'autres lois nÃ©cessaires pour le renforcement de la lutte contre la corruption. L'accomplissement de ces activitÃ©s permettra de mettre en place Ã un cadre lÃ©gal, complet, efficace et conforme aux normes internationales notamment la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention de l'Union Africaine contre la corruptionÃ », indique le projet de ce plan de la stratÃ©gie nationale de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques.